

## Et si le sport devenait une priorité ?

Par Jean-Marc Haas-Becker, Président du CROS Grand Est.

Il est encore trop courant de considérer le sport comme un loisir parmi d'autres, une activité accessoire que l'on soutient de manière ponctuelle, à l'ombre des grands événements. Et précisément, les plus grands événements sont souvent sportifs : Jeux Olympiques et Paralympiques, Tour de France, Coupe du monde de rugby .... autant de manifestations qui mobilisent, rassemblent, et font rayonner nos territoires bien au-delà de leur cadre habituel.

Le sport est une richesse que notre société ne peut plus se permettre de sous-estimer. Dans nos villes, nos villages, nos quartiers, il rassemble, éduque, soigne, insère. Il est santé publique, engagement citoyen, moteur économique. Quand il n'y a plus de bureau de poste, plus d'école, plus d'épicerie, il reste un club de sport.

Dans la région Grand Est, des milliers de clubs et de bénévoles donnent vie à la cohésion sociale et accompagnent toutes les générations. Pourtant, les moyens alloués au sport, notamment dans sa dimension associative, sont bien en deçà de son impact réel. Le financement du sport reste instable, fragile, dépendant d'arbitrages à court terme. Il ne représente aujourd'hui que 0,15 % du budget de l'État. Une part dérisoire, si l'on considère tout ce que le sport apporte à la collectivité. Chaque recul budgétaire, chaque restriction de dispositifs, comme récemment le Pass'Sport, affaiblit une dynamique que des années d'engagement avaient permis de construire.

Dans le même temps, les collectivités locales, qui portent à bout de bras l'essentiel de l'effort, voient leurs marges de manœuvre se réduire. Elles n'ont plus les moyens d'assurer seules le développement du sport de proximité, alors même qu'elles sont les plus proches des besoins des citoyens. Pourtant investir dans le sport, c'est éviter demain des dépenses bien plus lourdes dans d'autres secteurs : la santé, l'inclusion, la prévention. La lutte contre la sédentarité, les maladies chroniques, ou encore l'isolement social passent aussi par la pratique sportive. Il ne s'agit pas de créer de nouvelles dépenses, mais de mieux orienter l'action publique, avec lucidité.

Des solutions existent pour consolider un financement plus stable, plus diversifié et plus équitable du sport. Certaines activités, comme les paris sportifs, connaissent une croissance exponentielle. Il serait juste et logique que les recettes issues de ces activités, soient davantage fléchées vers le développement du sport, en particulier dans ses dimensions éducatives, locales et inclusives. Ce lien est naturel : ces revenus s'appuient sur l'univers sportif, il est donc légitime qu'une part significative retourne à celles et ceux qui font vivre le sport au quotidien.

## TRIBUNE

D'autres leviers sont à mobiliser : un mécénat sportif mieux valorisé fiscalement, des partenariats durables avec les entreprises, ou encore des outils innovants de financement social, à condition qu'ils soient simples, accessibles, et portés par une vraie stratégie publique.

Mais la clé reste une vision claire portée par l'État, qui assume le sport comme un véritable bien commun, transversal et structurant. Cela suppose un engagement budgétaire clair, lisible et soutenu. Cela passe par une mobilisation partagée de l'État, des collectivités, des entreprises, mais aussi par la valorisation de toutes les formes d'engagement autour du sport, que ce soit le bénévolat ou le mécénat.

Le mouvement sportif du Grand Est est prêt. Il agit déjà, avec efficacité et conviction. Mais il a besoin de stabilité, de moyens, de reconnaissance. Car le sport, ce n'est pas un supplément d'âme. C'est une politique publique à part entière. Et un levier puissant pour bâtir une société plus équilibrée, plus solidaire, plus résiliente.



" Le sport est une richesse que notre société ne peut plus se permettre de sous-estimer. Dans nos villes, nos villages, nos quartiers, il rassemble, éduque, soigne, insère. Il est santé publique, engagement citoyen et moteur économique. Quand il n'y a plus de bureau de poste, plus d'école, plus d'épicerie, il reste un club de sport."

Jean-Marc HAAS-BECKER

Président du Comité Régional Olympique  
et Sportif Grand Est

